



**Ministère de la Justice et de la Sécurité publique**  
***Services pour adultes mis sous garde***

Directive : **Classification F-1**  
Entrée en vigueur : mars 2001  
Révision : janvier 2022

---

## **ÉNONCÉ DE MISSION**

---

À la Direction des services pour adultes mis sous garde, nous tenons aux pratiques professionnelles qui respectent les droits de la personne et qui assurent la sécurité de tous. Pour réussir, nous mettons en place des pratiques équitables, des directives et procédures transparentes ainsi que des processus indépendants d'assurance de la qualité. Nous offrons également des programmes qui favorisent la prestation de services éducatifs, culturels, traditionnels et confessionnels et de l'aide en santé mentale et en réinsertion dans la collectivité.

---

## **OBJET**

---

Fournir les normes procédurales pour la classification des détenus.

---

## **DISPOSITIONS HABILITANTES**

---

[Alinéa 35a\) de la Loi sur les services correctionnels](#)

---

## **PORTÉE**

---

La présente directive s'applique à tous les employés de la Direction des services pour adultes mis sous garde du ministère de la Justice et de la Sécurité publique.

---

## **LIGNES DIRECTRICES**

---

Des examens de la classification des détenus seront effectués régulièrement pour tous les détenus afin d'évaluer les progrès, les besoins en matière de programme et la cote de sécurité.

La classification est un processus continu de collecte et d'évaluation de renseignements concernant la cote de sécurité et les besoins d'un détenu.

---

## **PROCÉDURE**

---

### **Cotes de sécurité**

Tous les détenus doivent être classés en fonction des cotes de sécurité suivantes :

- **Faible** – Les détenus qui présentent le niveau de risque le plus faible pour la sécurité du personnel correctionnel, des autres détenus et du public.
- **Moyenne** – Les détenus qui se trouvent entre la cote faible et maximale.
- **Maximale** – Les détenus qui présentent le niveau de risque le plus élevé pour la sécurité du personnel correctionnel, des autres détenus et du public.

## Ministère de la Justice et de la Sécurité publique

### *Services pour adultes mis sous garde*

#### **Conditions de détention**

Lors de son admission, le détenu est assigné à la condition de détention appropriée et applicable en fonction du statut du mandat imposé par la cour, de la nature de l'infraction, des antécédents criminels et de l'évaluation des risques liés au comportement effectuée à l'admission.

**Générale** – Les détenus condamnés ou en détention provisoire sont admissibles à tous les programmes.

Cette forme de détention ne peut pas être utilisée dans les cas suivants : détentions par des policiers ou des shérifs, peines discontinues, délinquants sous la responsabilité fédérale qui manquent aux conditions de leur libération et détenus à haut risque.

**Modifiée** – Il s'agit d'un plan d'intervention personnalisé conçu conformément au processus de classification afin de répondre aux besoins uniques du détenu. Cette forme de détention peut être utilisée :

- pour les détentions liées à la sécurité ou à la protection;
- pour les détentions par des shérifs, les détentions sous responsabilité fédérale ou les détentions liées à l'immigration;
- dans les unités régulières ou spécialisées.

**Privilège spécial** – Cette forme de détention comprend plus de privilèges en fonction des choix et de la conduite des détenus dont la cote de sécurité est moyenne ou faible.

- L'accent est mis sur le renforcement des comportements positifs et sur l'admissibilité accrue aux programmes de réinsertion sociale.
- Cette forme de détention comporte un degré de confiance plus élevé et moins de supervision et de mesures de sécurité.
- Il s'agit d'une occasion d'améliorer les aptitudes à la vie quotidienne et les compétences sociales.
- Cette forme de détention favorise également l'engagement communautaire.

**Traitement médical** – Cette forme de détention est utilisée pour les détenus qui sont atteints d'un problème de santé nécessitant des conditions d'hébergement adaptées, ainsi que pour ceux qui :

- ont une incapacité physique ou mentale;
- sont en convalescence après un séjour à l'hôpital;
- ont un système immunitaire déficient (p. ex., en raison de traitements de chimiothérapie ou de dialyse);
- souffrent d'une maladie contagieuse ou doivent être placés en quarantaine;
- doivent faire l'usage d'opioïdes sur ordonnance dans un cadre sécuritaire;
- participent à un programme de désintoxication.

**Intervention clinique** – Il s'agit d'une unité qui permet la gestion efficace d'une stratégie d'intervention clinique personnalisée et où des professionnels cliniques effectuent régulièrement des évaluations.

**Haute sécurité** – Cette forme de détention comprend les programmes auxquels sont soumis les détenus condamnés ou mis en détention provisoire en raison de leur classement de sécurité en lien avec les chefs d'accusation criminelle et la menace à la sécurité qu'ils représentent.

**Isolement** – L'isolement peut être utilisé pour les placements des détenus ayant fait l'objet d'une décision pour avoir adopté un mauvais comportement dans l'établissement.

L'isolement doit seulement être envisagé pour le placement d'un détenu après que toutes les autres possibilités de placement ont été épuisées.

## **Ministère de la Justice et de la Sécurité publique**

### ***Services pour adultes mis sous garde***

#### **Facteurs déterminants**

Voici quelques-uns des facteurs utilisés pour déterminer la cote de sécurité :

- la durée de la peine;
- les évasions antérieures;
- les infractions;
- les chefs d'accusation en instance;
- les appels; le comportement antérieur et présent dans l'établissement;
- les antécédents criminels généraux.

#### **Détenus classés dans la catégorie particulière**

Les détenus incapables de fonctionner dans la population générale peuvent faire partie de la catégorie particulière de la classification des détenus, notamment pour les raisons suivantes :

- instabilité émotionnelle;
- nature de l'infraction (antérieure ou actuelle);
- informateurs connus;
- profession antérieure.

#### **Début de la classification**

La classification commence à l'admission.

#### **Évaluation à l'admission**

Les évaluations à l'admission doivent être réalisées pour tous les détenus, à l'aide de tous les renseignements disponibles. Les renseignements essentiels reçus lors de l'admission doivent être consignés.

#### **Comité de classification**

Les établissements sont responsables de mettre sur pied des comités de classification présidés par le remplaçant désigné du directeur de l'établissement pour adultes mis sous garde. Ce comité peut notamment comprendre :

- le directeur adjoint de l'établissement pour adultes mis sous garde;
- le concepteur de programmes correctionnels;
- des agents des Services correctionnels;
- des agents de probation;
- des personnes-ressources invitées, selon les disponibilités à l'échelon local.

Le comité doit se réunir au moins une fois par semaine ou plus fréquemment, au besoin.

#### **Responsabilités**

Voici les responsabilités du comité de classification :

- élaboration et évaluation des programmes;
- conception de plans d'intervention personnalisés pour les détenus;
- formulation de recommandations aux autorités concernant les absences temporaires, la surveillance électronique ou les transferts;
- rédaction de la liste des administrateurs;
- révision de toutes les nouvelles admissions au cours de la deuxième semaine.

#### **Rapport présentenciel, INS et dossier de classification**

Lorsque les rapports présentenciels à jour ne sont pas disponibles, un inventaire du niveau de service (INS) et un dossier de classification doivent être préparés dans un délai de deux semaines pour les détenus qui purgent une peine de plus d'un mois.



**Ministère de la Justice et de la Sécurité publique**  
***Services pour adultes mis sous garde***

**Plans d'intervention**

Les détenus peuvent participer à leur plan d'intervention, et ce dernier doit être examiné au moins une fois par mois.

**Consignation**

Tous les examens et les résultats doivent être consignés au dossier du détenu.

**Préavis**

Toutes les parties responsables des soumissions au comité de classification doivent recevoir des préavis.

**Présence possible des détenus**

Les détenus condamnés peuvent être présents lors de la réunion traitant de leur cas.

**Notification des détenus**

Les détenus ayant formulé des demandes doivent être informés des recommandations dans un délai de 24 heures.

**Procès-verbal**

Le président doit veiller à ce que le procès-verbal des réunions soit rédigé et distribué conformément au protocole.

**Revue**

Les réunions doivent débuter par la revue du procès-verbal de la réunion précédente.

---

**DIRECTIVES CONNEXES**

---

C-4 Peine discontinue

D-19 Surveillance à l'hôpital

D-27 Isolement

D-30 Dispositifs de contention

F-2 Sports et loisirs

F-6 Permission de sortir

F-10 Surveillance électronique

Manuel des directives des établissements pour adultes du Nouveau-Brunswick